

Chapitre 1

« Sniffin' Glue » – Tours d'horizon pour une politique de jeunesse en 2020

Howard Williamson

INTRODUCTION

Concomitamment à l'entrée en scène des Sex Pistols en 1976-1977, une période marquée par l'agitation sociale et l'austérité naissante, un jeune punk du nom de Mark P fonde le principal fanzine britannique de punk/rock, *Sniffin' Glue*, porte-parole au travers de ses articles et dessins de l'angoisse existentielle des jeunes.

Il y a une trentaine d'années, j'écrivais un court article fondé sur mon expérience de travailleur de jeunesse, activité qui me faisait assister aux difficultés dans lesquelles se débattaient de plus en plus de jeunes confrontés à ce qu'on allait désigner sous le nom de « transitions vers l'âge adulte ». Caractérisées par une diversité et une complexité croissantes, les difficultés sont désormais bien répertoriées dans la littérature universitaire, les nombreuses transitions (des études à l'emploi, de la famille d'origine à la famille de destination, d'un logement dépendant à une vie indépendante, etc.) et les problèmes qu'elles suscitent y étant maintes fois documentés, avec une incessante et uniforme répétition – bien qu'il existe quelques exceptions (Leccardi et Ruspini, 2006 ; Helve et Evans, 2013). Intitulé « Struggling Beyond Youth » (« Lutter au-delà de la jeunesse ») (Williamson, 1985), le texte inspiré de ma pratique laissait entendre spéculativement que les politiques publiques en matière de jeunesse restaient concernées par les « angoisses aiguës de l'adolescence » mais étaient incapables de répondre à ce que je décrivais comme « l'émergence d'une crise chronique du passage à l'état de jeune adulte ». C'était il y a une génération, mais la génération actuelle est encore plus gravement affectée par cette crise qui la frappe sous une telle multiplicité de formes qu'il eût été impossible de les anticiper. La crise constitue la matière de très nombreux débats politiques, journalistiques et universitaires : comment les jeunes font-ils face à la crise, comment les institutions publiques devraient-elles réagir, selon quels choix politiques ?

Lors d'une récente conférence organisée par le Partenariat pour la jeunesse du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne, envisageant une série de questions qu'allaient devoir affronter les jeunes à l'horizon 2020, un participant a laissé entendre que bien trop peu de jeunes en Europe avaient ne serait-ce que la possibilité de « renifler » un ensemble d'expériences et d'occasions qui pourraient améliorer leur avenir personnel et contribuer à dessiner un avenir plus positif pour leurs familles, leurs communautés, régions et nations, ainsi que pour l'Europe elle-même. Sur d'innombrables fronts, cette « colle » qui produit tolérance et compréhension, cohésion sociale, inclusion sociale et amélioration des chances dans la vie doit être à la fois renforcée et étendue.

Le présent article envisage le contexte dans lequel s'est inscrite la conférence, les réflexions et les délibérations dont elle a été le cadre, et la thématique générale qui représente le noyau fondamental du développement des politiques de jeunesse en Europe (et au-delà, bien entendu) à mesure que se rapproche l'horizon 2020.

LE CONTEXTE CONTEMPORAIN

Il est impossible d'envisager la condition sociale actuelle des jeunes en Europe sans se trouver face, et même en son épice, au chômage des jeunes. Le choc du « un sur cinq » qui remettait systématiquement en cause les politiques élaborées pour traiter des questions d'insertion sur le marché du travail, de formation professionnelle et de soutien aux jeunes a été remplacé par des scénarios où la moitié, voire davantage, de jeunes sont exclus du marché du travail. Il existe bien entendu certaines exceptions (l'Allemagne et l'Autriche s'en tirent plutôt bien en parvenant à maintenir leur taux de chômage des jeunes à moins de 10 %), tandis que la Grèce et l'Espagne (qui enregistrent un taux de chômage bien supérieur à 50 %) sont des cas extrêmes. Cependant, comme des responsables politiques n'hésitent pas à le dire, il n'y a pas ici de place pour l'autosatisfaction. Mais il n'y a pas non plus de raison de se laisser aller à la panique ou à la peur : le niveau d'agitation sociale, malgré quelques manifestations de rue et la naissance du mouvement Occupy, raisonnablement prévisible dans de telles circonstances, ne s'est pas (encore ?) matérialisé. Les réactions des jeunes face à cette conséquence particulière de l'austérité ont été étonnamment modérées et banalement diversifiées (Williamson, 2013).

Les dirigeants européens font grand cas de la nécessité de mettre en chantier une économie « fondée sur le savoir » mais, du point de vue des jeunes, la participation à l'éducation et à l'apprentissage ainsi que les efforts entrepris en vue d'obtenir accréditations et qualifications ne sont pas allés de pair avec des fonctions sur le marché du travail qui fussent à la hauteur de ces réalisations. Cela a souvent abouti au découragement et à la démoralisation des jeunes qui perçoivent une rupture du « contrat de génération » apparentée à ce qu'on a qualifié de trahison : les promesses faites à la jeune génération n'ont pas été honorées. Pour cette raison, et pour d'autres, les preuves s'accumulent d'une aliénation et d'une défiance vis-à-vis de la politique traditionnelle et des responsables politique qui la colportent.

Pourtant, les indications d'un remplacement par de nouvelles politiques démocratiques ou par une plus forte affiliation aux extrémismes politiques sont relativement peu nombreuses. D'aucuns mettront bien entendu en avant les événements

tragiques infligés à des jeunes en Norvège par Anders Behring Breivik qui a justifié son geste en proclamant sa volonté de défendre une Europe chrétienne contre l'invasion de l'islam et des « infidèles ». D'autres attireront au contraire l'attention sur les attaques terroristes perpétrées par de jeunes musulmans en Espagne et en Angleterre. D'autres encore prendront acte de la popularité croissante des partis politiques de droite dans des pays aussi différents que la Finlande, le Danemark, les Pays-Bas et la Grèce. Bien que rien de tout cela ne doive être rejeté mais bien considéré comme un motif de préoccupation, il n'y a pas eu de vague spectaculaire de jeunes s'engageant sur ces chemins.

Au contraire, les jeunes s'efforcent de mener leur vie tant bien que mal. L'emploi précaire a des conséquences sur le projet des jeunes de fonder une famille et sur l'occupation stable d'un logement. Les jeunes diffèrent le moment de donner naissance à leurs propres enfants et luttent pour vivre de manière indépendante, mais ils constatent en général que leur transition vers l'autonomie est entravée, interminable et imprévisible. Il serait ridicule d'affirmer, comme certaines organisations de jeunesse le proclament parfois, que tous les jeunes sont exclus. Ce n'est à l'évidence pas le cas. Certains, en raison de circonstances favorables, d'appuis, d'un soutien familial, de réseaux sociaux, de réalisations particulières et d'une détermination personnelle, s'en sortent raisonnablement bien, mais plus nombreux sont ceux qui, constituant aujourd'hui une minorité non négligeable, voire une majorité marginale, font face à des niveaux d'exclusion qui n'ont jamais été anticipés. Cette situation engendre pour les individus un certain découragement et peut-être même un désespoir, et a des conséquences pour les sociétés en termes de déviance et de cohésion, et pour la démocratie en termes de participation et de légitimité. Au-delà de son premier aspect rhétorique, le message prend tout son sens, celui qui affirme : « Nous négligeons la jeunesse à nos risques et périls. »

À CONSÉQUENCES TRANSFORMATRICES, ACTIONS TRANSFORMATRICES – LES GRANDS ENJEUX DE NOTRE TEMPS

La conférence de Budapest n'avait pas pour mission de définir des objectifs politiques précis. Et en effet, elle n'y était précisément pas autorisée. Toutefois, elle a été l'occasion privilégiée de « scruter les horizons », de déceler et de passer en revue tendances et défis dont la portée dépasse l'instant présent pour envisager 2020 et au-delà – une date qui, nous l'a-t-on dit, semblera distante de quelques heures seulement pour le démographe qui observe l'avenir à l'échéance du siècle, et suffisamment proche pour annoncer la quasi-imminence de la fin du monde aux yeux de l'écologiste.

Une redoutable tendance se manifeste dans le domaine de la jeunesse, à savoir le repli sur soi et le nombrilisme du vernaculaire, au détriment du rattachement de ses nombreux sujets de préoccupation à l'un des grands enjeux de notre temps. C'est pourquoi l'idée a été formulée que la conférence soit inaugurée par une série de « provocations » (ou « inspirations », selon les points de vue) portant sur quelques-uns des grands problèmes de fond qui pèsent sur notre époque : démographie, écologie, économie, technologie, démocratie et valeurs. Aussi, les participants ont-ils consacré la première soirée à soumettre leurs connaissances et leur expérience en matière de jeunesse à l'épreuve des grands axes de ces contributions.

Un rapport officiel relatif à la conférence a été produit (Kristensen, 2013), qui expose en détail les activités et les débats dont la manifestation avait été le cadre. Quelques extraits choisis sont présentés ci-après, de même que des informations supplémentaires enregistrées par l'auteur.

L'un des messages clés sur la démocratie a énoncé que, même si l'Europe puisait dans l'intégralité de ses ressources humaines existantes pour répondre à ses multiples besoins, une immigration de masse originaire de pays situés au-delà de ses frontières serait encore nécessaire pour conserver la stabilité et assurer la croissance. Avec une population vieillissante, une jeunesse plus tardive, un recul de l'âge de la retraite et l'épineux problème connexe des pensions de retraite, « une réflexion bien plus audacieuse se révèle nécessaire » et doit être accompagnée par une impulsion et une volonté politiques. Même si une échéance bien plus immédiate a été envisagée s'agissant de l'écologie, c'est à une conclusion très similaire qu'elle a abouti. Si, pour le long terme (en supposant qu'il y en aura un), il convient d'intégrer la conscience et la responsabilisation environnementales dans l'éducation des jeunes, il a également été affirmé que le développement durable « exige une mutation des mentalités ». Dans un registre assez différent, les propositions portant sur l'économie se sont focalisées sur le niveau sans précédent de chômage des jeunes en Europe, et plus particulièrement sur la situation tragique des 14 millions de jeunes qui ne sont ni scolarisés, ni au travail, ni en formation (appelés en anglais *NEET, not in education, employment or training*), associée à des coûts sociaux et économiques élevés, à telle enseigne que l'orateur a souligné la nécessité d'« éviter de semer les graines du désengagement et de la désillusion ».

L'éducation, bien entendu, est souvent considérée comme étant la mesure qui permet à la fois de prévenir le désengagement et de favoriser le réengagement, mais le rôle prospectif des nouvelles technologies de l'information et de la communication en matière d'apprentissage et de développement est aussi contesté que controversé. S'agissant de la technologie, les motifs d'optimisme sont nombreux.

« [La technologie] facilite l'apprentissage personnalisé ; crée pour l'apprenant des conditions favorables d'apprentissage en tous lieux et à tous moments ; autorise un retour d'information et une évaluation formative immédiats ; permet d'atteindre une plus vaste communauté d'apprenants ; offre des possibilités d'apprentissage continu par le truchement de divers dispositifs ; encourage l'apprentissage collectif et fondé sur des projets ; élargit la portée et l'équité de l'éducation ; favorise l'apprentissage en situation ; minimise les interruptions de l'apprentissage dans les zones de conflit ou de catastrophe naturelle ; contribue à l'intégration des apprenants handicapés ; peut améliorer l'administration et le rapport coût-efficacité de l'éducation et de la formation. »

La liste des possibilités positives est apparemment infinie. Pourtant, tout spectaculaire que soit le changement de paradigme en matière d'apprentissage qui pourrait résulter de l'innovation technologique, il n'en demeure pas moins que l'« éducation est un processus social » exigeant une interaction et une mise en œuvre humaines.

S'agissant de la démocratie (voir l'article d'Anne Muxel), la conférence a fait observer que l'attitude des jeunes face aux hommes politiques et à la politique a pour principaux ingrédients la défiance, le dégoût et l'ennui, mais que les jeunes expriment pourtant

encore un engagement politique au travers des médias sociaux et accordent une valeur à des considérations comme le pragmatisme, l'efficacité et l'individualisation. Il a été relevé que l'« abstention lors d'élections pouvait être un signe de vitalité politique ». Aux transformations intervenues par le passé dans le paysage politique doivent répondre d'autres transformations actuelles et à venir, par l'intermédiaire d'un dialogue constructif, et pas simplement réactif, engagé entre les jeunes et les pouvoirs publics.

Une dernière proposition, de portée peut-être plus philosophique, concernait la place des enfants en tant que philosophes naturels et actifs, précisant toutefois que « créer des valeurs et assurer leur pérennité [sont] une entreprise ambivalente ». Ces valeurs devraient être systématiquement réaffirmées, mais elles sont subordonnées à l'environnement et au contexte, et, de plus, « il n'est pas toujours facile d'agir conformément aux valeurs que l'on a adoptées » ; en outre :

« [...] Nous devrions prendre en compte les différentes valeurs qui peuvent inspirer les concepts que nous utilisons lorsque nous cherchons à interagir avec des personnes issues de milieux différents des nôtres ; nous ne pouvons par conséquent pas tenir le consensus pour acquis, même si nous recourons à un vocabulaire identique. »

Le concept d'« Europe » est à ce titre un exemple caractéristique car il véhicule différentes connotations sur le plan des valeurs.

LES DOMAINES DE LA POLITIQUE DE JEUNESSE : PLUSIEURS DÉFIS MAJEURS

Les six « inspirations » ou « provocations » mentionnées plus haut ont été prolongées, après que les participants ont formulé des interrogations spécifiques, par une journée entière de discussions menées au sein de 10 groupes de travail thématiques reflétant les défis majeurs auxquels fait face la politique de jeunesse : apprentissage, travail, santé, inclusion, citoyenneté et participation, identités et mode de vie, diversité et solidarité, mobilité, logement et famille, délinquance et justice. Les quatre sessions de la journée ont été consacrées à différents axes de travail, à commencer par un tour d'horizon de l'état actuel des connaissances, suivi par leurs mises en perspective dans différents pays, puis par la présentation d'études de cas aussi intéressants qu'instructifs, et enfin par l'identification de défis majeurs, dont il est rendu compte ci-après.

En ce qui concerne l'apprentissage, le sentiment a été exprimé qu'une attention plus soutenue devait être accordée aux évolutions démographiques, aux questions de démocratie et de citoyenneté, ainsi qu'à la mondialisation et à la société de l'information. Pour ce qui est du travail, la nécessité de liens plus étroits avec l'apprentissage (tant formel que non formel) a été signifiée, ainsi que de réponses au chômage des jeunes plus adaptées et d'une prise en considération plus approfondie des répercussions de la migration sur les contextes du marché du travail.

S'agissant de la santé, des idées se sont fait jour selon trois axes plus disparates : à la question habituelle de l'accès aux services de santé se sont ajoutées des questions relatives à la nature changeante des modes de vie des jeunes et aux conséquences encore inconnues sur la santé de l'utilisation prolongée et intensive des médias sociaux.

Une préoccupation prévisible concernait également la portée effective de l'inclusion, associée à la nécessité de garantir une différenciation appropriée entre les différents sous-groupes de jeunes exclus. Mais une attention privilégiée apportée aux pathologies individuelles doit résolument s'inscrire dans quelques-unes des dimensions structurelles et sociopolitiques de l'exclusion sociale des jeunes. En matière de citoyenneté et de participation, on a fait valoir que les possibilités s'articulent sur des stratégies d'autonomisation, de garantie de l'égalité des droits apportée aux jeunes et de promotion de nouvelles formes de dialogue entre les pouvoirs publics et les jeunes.

La nécessité a été reconnue d'envisager par ailleurs la culture et les modes de vie de la jeunesse comme autant de déclarations politiques potentielles, à l'instar de ce que les jeunes gens expriment lorsqu'ils rejettent le bulletin de vote. Il convient de rester attentif au fait qu'il est parfois inopportun de respecter et de commémorer tous les modes de vie dans la grande diversité de leurs formes, certaines pouvant en effet se révéler contraires à la démocratie et oppressives à l'égard d'autrui. Dans une perspective davantage axée sur la recherche, il est nécessaire de mieux comprendre la façon dont les jeunes élaborent les identités multiples qui s'imposent dans le monde moderne. La diversité et la solidarité, qui se manifestent par l'intermédiaire des cultures, des générations et des groupes ethniques à travers toute l'Europe, posent la vaste question d'un appel à l'approfondissement du dialogue et à l'apprentissage mutuel, au-delà des pratiques existantes, et au renforcement de la contribution qu'il convient d'apporter par le truchement de l'apprentissage non formel. En outre, malgré un attachement de principe à cette question, la nécessité a été soulignée d'un engagement stratégique et concerté plus important, par opposition à une action limitée et fragmentée. La mobilité est un concept tout aussi mal défini, qui exige d'être précisé. Comme dans le cas de la santé, la question de l'accès se pose également, ainsi que celle de la souplesse nécessaire en matière de soutien si l'on souhaite que les jeunes tirent le meilleur parti de la mobilité.

Enfin, il n'existe pas de modèle unique de dialogue et de réponse adaptée à la diversité des défis auxquels les jeunes font face en matière de logement et de vie de famille. En outre, la voix des jeunes se fait rarement entendre dans le débat politique, et l'on n'accorde pas non plus une attention suffisante aux questions et aux possibilités d'ordre intergénérationnel. Concernant la délinquance et la justice, la logique de la prévention demeure incontestable, mais toute réponse nécessite une collaboration et une intégration plus étroites. De plus, la nécessité a été invoquée d'une compréhension plus approfondie des formes actuelles de délinquance et de déviance, surtout celles liées à l'utilisation d'internet et des nouveaux médias sociaux.

Cet éventail de questions a servi de base à un certain nombre de réflexions, d'examen détaillés et de commentaires formulés à l'occasion d'une table ronde et de diverses observations énoncées en guise de conclusion. Comme l'a souligné le rapporteur général, « aux grands maux, les grands remèdes » : davantage de remèdes sont-ils nécessaires, ou bien de nouvelles voies de développement ?

AU CŒUR DE L'AVENIR POUR LES JEUNES EN EUROPE

En rassemblant ainsi des intervenants ayant une expérience et une expertise dans des secteurs hétérogènes du domaine de la jeunesse, pour les associer à un débat analogue à celui d'un séminaire universitaire, où aucun sujet n'est proscrit mais où toutes les questions sont autorisées, de riches idées et éléments de réflexion ont pu être formulés. Un certain nombre de thèmes communs et de questions transversales sont inévitablement apparus.

Des idées concrètes ou plus conceptuelles ont été avancées, certaines étant solidement ancrées dans l'un des angles du « triangle magique » (de la recherche, de la politique et de la pratique), d'autres englobant deux de ces aspects, voire les trois. Le chômage des jeunes a été une préoccupation généralisée, non seulement en raison de la marginalité économique qu'il produit, mais aussi pour son lien avec l'aliénation et la désillusion qu'il engendre, ainsi que ses effets prévisibles pour une société démocratique saine. Un plaidoyer pour une solidarité intergénérationnelle et interculturelle a également été prononcé, pour l'établissement de connexions plus nombreuses, l'approfondissement de la communication et l'amélioration de la compréhension horizontale et verticale entre les personnes.

La nécessité d'une plus grande compréhension et d'une meilleure lisibilité conceptuelle de quelques-unes des idées récurrentes dans le domaine de la jeunesse, en tant que tremplin essentiel pour aller de l'avant, a été exprimée avec force conviction. L'immédiateté des nouveaux médias sociaux, leurs répercussions sur les jeunes, la façon dont ils sont utilisés par les jeunes et le soutien qu'ils seraient susceptibles de leur apporter dans leur existence sont autant de questions fondamentales auxquelles les recherches portant sur la jeunesse devraient accorder la priorité. Sans une telle base de connaissances, les futures initiatives sont vouées à être bâties sur des sables mouvants. Enfin, les expériences, les réalités et les besoins des jeunes aux caractéristiques multiples nécessitent une coopération interorganisationnelle et un partage des connaissances renforcés, qui ne sauraient être inconditionnels – des enjeux éthiques et professionnels s'y opposeraient. Au contraire, ils devraient constituer le point de départ de mesures pertinentes et significatives pour répondre aux besoins des jeunes, des besoins convenablement et judicieusement représentés à travers l'éventail des débats de politique générale.

De façon plus abstraite, la conférence a été l'occasion d'articuler et de renforcer plusieurs messages essentiels : la nécessité d'une différenciation entre des catégories apparemment générales de jeunes et les sujets de préoccupation qu'elles soulèvent ; l'impératif de donner la parole, plus particulièrement aux sans-voix ; la tâche difficile de cultiver une volonté et un soutien politiques ; l'importance des espaces d'interaction, d'échange et de dialogue ; la question de l'accès ouvert des jeunes aux nouvelles possibilités et expériences.

CONCLUSIONS

Comme l'un des « intervenants provocateurs » l'a formulé très explicitement et un autre l'a implicitement mais énergiquement déclaré, « à conséquences transformatrices, actions transformatrices ». L'impact de la crise financière et l'austérité qui

s'en est suivie en Europe ont transformé le contexte dans lequel vivent les jeunes Européens. Cela peut se traduire par une limitation accrue des chances dans la vie pour une plus grande minorité (ou, dans certaines régions, pour une majorité), sans impliquer pour autant que toutes les possibilités soient entièrement évaporées. Mais cela signifie que les jeunes doivent parfois redoubler d'efforts pour saisir ces opportunités et, à travers ces dernières, approfondir leur engagement.

Alors que la conférence touchait à sa fin, trois questions spécifiques me sont venues à l'esprit. La première, étrangement (parce que j'écris trois jours après la mort de Nelson Mandela), j'en ai pris pour la première fois conscience quand je travaillais en Afrique du Sud auprès de la Commission nationale pour la jeunesse, peu après l'installation du gouvernement démocratique. Les difficultés qu'affrontait sa jeunesse à l'époque étaient analogues à celles que l'on rencontre souvent ailleurs : elles concernaient l'éducation et l'emploi, la santé, le logement et la délinquance. La volonté politique de remédier à ces problèmes ne pouvait être mise en doute, mais les ressources économiques allouées pour faire face à l'ampleur de la tâche étaient insignifiantes. Trouver un équilibre entre ces trois points représentera toujours un défi.

La deuxième question se rapportait à l'image « sniffer de la colle », inspirée de l'époque grisante du punk-rock et de son fanzine vedette, *Sniffin' Glue*. À côté du mot « sniffer », j'avais écrit : expériences, possibilités, situations, circonstances, espaces, interaction, association. À côté du mot « colle », j'avais écrit : cohésion, connexion, solidarité, dialogue, compréhension. Il existe probablement nombre de recoupements entre les deux termes. Et jeter des passerelles entre les deux est, bien entendu, d'une importance cruciale. Bien plus nombreux sont les jeunes qui se trouvent dans la nécessité de « sniffer » (pour prendre conscience, avoir accès et agir) les perspectives qui leur sont ouvertes, et d'éclairer ainsi le chemin de leur existence. Cela devrait contribuer à renforcer la solidarité et la cohésion sociale en Europe, en élargissant et en approfondissant le choix des expériences et des possibilités.

La troisième pensée était celle d'une affiche visible sur le mur d'un cottage niché dans une zone reculée des montagnes galloises. C'est la première chose que l'on voit lorsque l'on franchit le seuil de l'habitation. Ce cottage est un projet de jeunesse dont je m'occupe depuis 1979. On peut lire sur l'affiche : « Un navire au port se trouve en lieu sûr, mais ce n'est pas pour cela qu'on construit des bateaux. » J'ai rapidement procédé aux adaptations mentales nécessaires pour associer à ce slogan le Partenariat pour la jeunesse entre la Commission européenne et le Conseil de l'Europe – l'organisateur de la conférence. Depuis le partenariat inaugural de 1998 consacré au développement des programmes et de la qualité en matière de formation des travailleurs de jeunesse au niveau européen, le partenariat a étendu son domaine d'activité pour englober la recherche, l'histoire, les pratiques, les politiques et les actions de sensibilisation. Le Partenariat pour la jeunesse a par conséquent pour objectif de promouvoir, d'inspirer et de piloter des cadres de pensée (souvent novateurs) et des modèles de pratiques à cette fin : « Un partenariat au port se trouve en lieu sûr, mais ce n'est pas pour cela qu'on construit un partenariat. »

Le partenariat doit affronter une mer agitée pour que les enjeux prioritaires de la jeunesse soient compris et développés par des politiques et des pratiques plus générales en matière d'éducation et d'emploi, de santé et de bien-être, de conditions de

vie (familles et logement), de créativité et d'initiative, de lutte contre la délinquance et de justice. L'expérience professionnelle et politique dans le domaine de la jeunesse constitue bien cette « colle » qui soude un territoire diversifié, mais elle n'est pas suffisante à elle seule et demeurera inadaptée si une action plus vigoureuse et déterminée n'est pas favorisée dans l'ensemble des domaines de la politique de jeunesse qui intéressent la vie des jeunes. Sans un engagement plus approfondi et plus étendu allant dans ce sens, les jeunes seront de plus en plus déconnectés des structures et des mesures ayant jusqu'ici soutenu le projet européen, et seront incapables de les recréer.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Helve, H., Evans, K. (dir.) (2013), *Youth and Work Transitions in Changing Social Landscapes*, Tufnell Press, Londres.

Kristensen, S. (2013), « Rapport de la Conférence "Jeunesse 2020" », Partenariat pour la jeunesse Commission européenne-Conseil de l'Europe.

Leccardi, C., Ruspini, E. (dir.) (2006), *A new youth ? Young people, generations and family life*, Ashgate, Aldershot.

Williamson, H. (1985), « Struggling beyond youth », *Youth in Society*, 98, janvier.

Williamson, H. (2013), « Radicalisation to retreat : responses of the young to austerity Europe », *International Journal of Adolescence and Youth*, <http://dx.doi.org/10.1080/02673843.2013.812041>.